Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

270 | Avril-Juin 2015

Stratégies territoriales d'adaptation aux contraintes
démographiques et environnementales : le Niger

La téléphonie mobile à Niamey : empreintes territoriales et régulation économique et sociale

Mobile phone in Niger : territorial footprints and economic and social regulation

Abdou Bontianti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7440>

DOI : 10.4000/com.7440

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2015

Pagination : 207-224

ISBN : 978-2-86781-977-3

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Abdou Bontianti, « La téléphonie mobile à Niamey : empreintes territoriales et régulation économique et sociale », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 270 | Avril-Juin 2015, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/7440> ; DOI : 10.4000/com.7440

La téléphonie mobile à Niamey : empreintes territoriales et régulation économique et sociale

Abdou Bontianti¹

Introduction

En Afrique, que ce soit en ville ou à la campagne, le téléphone fait désormais partie des commodités de la vie des habitants. Rarement une innovation a créé un pareil engouement, toutes catégories sociales ou groupes d'âges confondus. Chacun, jeunes et vieux, hommes et femmes, petits ou grands opérateurs économiques, chômeurs ou fonctionnaires, a son téléphone. L'intérêt et l'utilité du téléphone se remarquent dans les activités quotidiennes de tous les usagers, quel que soit le niveau social ou géographique où ils se situent. Pourtant, au milieu des années 1990, le pari n'était pas gagné pour les opérateurs de téléphonie mobile, eux-mêmes surpris devant le succès de leurs produits en Afrique. Certains auteurs parlent même de « miracle » pour qualifier la manière dont la téléphonie mobile a pénétré les territoires, dépassant les prévisions les plus optimistes des opérateurs.

Le concept de « révolution urbaine » emprunté à Roland Pourtier pour qualifier l'ampleur de l'urbanisation de l'Afrique subsaharienne convient bien pour traduire les transformations apportées par l'introduction de la téléphonie mobile.

Les us sont bouleversés, mais remplacés par d'autres modes d'être avec les autres et avec soi-même. Ainsi le téléphone est en passe de remplacer la montre. Les usagers en s'appropriant ce nouvel outil, en font des usages

1. Université Abdou Moumouni de Niamey, Institut de recherches en sciences humaines (IRSH), BP 318, Niamey, Niger, mél : bontiantiabdou@yahoo.fr

adaptés. Quelles transformations l'intrusion du portable a-t-elle engendrées, et quels sont les enjeux pour le rapport des gens à l'espace et l'économie ?

L'objet de cet article est donc de souligner la portée géographique de la pénétration de la téléphonie mobile à Niamey mais aussi d'insister sur son rôle de régulateur économique et social. Il s'agit d'expliquer en quoi le service de téléphonie mobile a intégré les territoires réussissant ainsi là où les aménageurs ont échoué.

I - La constitution d'une base de données sur l'adoption de la téléphonie mobile

La pénétration de la téléphonie mobile a permis de révolutionner la méthode de travail des chercheurs des pays en développement non seulement par l'inscription, à toutes fins utiles, du numéro de téléphone des chefs de ménages en en-tête du questionnaire d'enquête, mais aussi par la prise en compte de la possession du téléphone dans le ménage parmi les critères de définition de l'indice de richesse.

1 - Téléphonie mobile et amélioration des conditions techniques de recherche

Une bonne partie de la base de données avait déjà été constituée au cours d'enquêtes antérieures qui se sont déroulées entre le milieu des années 2000 et la fin des années 2010. C'est au cours de cette période que la téléphonie mobile pénètre au Niger. Ce sont essentiellement des données empiriques, collectées auprès des populations, pourtant interrogées sur des thématiques de recherche éloignées de la téléphonie mobile : eau et assainissement, maraîchage, pêche, etc. Depuis 2013, nous les avons complétées par d'autres informations sur l'évolution des effectifs des abonnés, collectées auprès de l'Agence de régulation multisectorielle (ARM) pour la période 2002 à 2010. Ces informations ont elles-mêmes été ajoutées en 2016 au cours d'enquêtes menées auprès de l'Agence de régulation des télécommunications et postes (ARTP) qui succéda à l'ARM.

En ce qui concerne les données empiriques collectées auprès des ménages, il convient de rappeler qu'avant l'introduction du téléphone mobile, les chercheurs n'avaient pas la possibilité d'inscrire dans le questionnaire le numéro de téléphone des personnes interrogées. En cas de besoin d'informations complémentaires, ils étaient obligés de retourner sur le terrain, ce qui n'était pas évident lorsque le terrain était éloigné. Aujourd'hui, de plus

en plus de chercheurs et de consultants demandent dans la partie généralités (identification de l'enquête) le numéro de téléphone de leurs interlocuteurs. En cas de besoin d'informations complémentaires ou de passages répétés sur le terrain, il suffit d'appeler pour compléter. Nous avons adopté cette démarche dès 2006, lors de nos recherches sur l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les quartiers précaires de Niamey et de Ouagadougou, et de nos enquêtes sur les déplacements des pêcheurs de la vallée du fleuve Niger. Dès la visite d'imprégnation, nous avons demandé le numéro du chef de quartier, ceux des informateurs et des leaders d'opinion, afin de garder le contact avec le terrain. Réciproquement, nos informateurs nous ont parfois spontanément appelés pour nous informer sur certains événements. Par exemple, lors des inondations de 2010 et 2012, des pêcheurs ont appelé pour nous informer des effets de la catastrophe climatique. En outre, avant d'aller sur le terrain, nous prenons toujours le soin d'appeler nos informateurs et les chefs de village ou de quartier pour les informer de notre arrivée et harmoniser ainsi nos agendas, afin de gagner du temps.

En plus de cette démarche banale, dans le cadre du projet de recherche relatif à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les quartiers précaires de Niamey et Ouagadougou, notre questionnaire comportait un point portant sur le patrimoine des ménages, dont le téléphone portable et le téléphone fixe.

2 - La téléphonie mobile : un indicateur de richesse

Cette partie du questionnaire visait à recenser les biens matériels possédés par le ménage en vue de créer un indice synthétique de richesse.

À Niamey, les enquêtes ont porté sur quatre quartiers : Gandatché, Koira Tégui (Foula Koira), Pays-Bas, Zarmagandey et une zone de semis d'habitat (en paillotes) répartis entre Niamey 2000 et le lotissement Sary Koubou (cf. carte 1).

Ces données ont permis de comprendre à quel point la téléphonie mobile a été adoptée dans les sociétés nigériennes, notamment par les couches sociales appartenant aux professions évoquées plus haut. En effet, près de 69 % des ménages interrogés (329 ménages sur 477 interrogés) possèdent un téléphone portable (tabl. 1).

Ménages disposante de téléphones portables	OUI	OUI (%)	NON	NON (%)	Taille de l'échantillon du quartier	Proportion de l'échantillon du quartier par rapport à l'ensemble
Gandatché	74	16%	12	3%	86	18%
Koira Tégui	96	20%	59	12%	155	32%
Pays-Bas	83	17%	13	3%	96	20%
Semis d'habitat	30	6%	55	12%	85	18%
Zarmagandey	46	10%	9	2%	55	12%
TOTAL	239	69%	148	31%	477	100%

Source : Enquêtes réalisées par Abdou Bontianti en 2010

Tableau 1 - Nombre de ménages disposant de téléphones mobiles par quartier²

Dans certains quartiers, ce pourcentage est dépassé de très loin. Par exemple, il représente 86 % à Pays Bas, 86 % à Gandatché, 84 % à Zarmagandey. Seuls Koira Tégui et les semis d'habitats enregistrent des pourcentages inférieurs à la moyenne avec respectivement 62 % et 55 %.

Pourtant, ces quartiers comptent parmi les plus précaires de Niamey où le revenu des ménages est inférieur au seuil de pauvreté fixé au Niger à 150 933 F CFA par personne et par an en milieu urbain (Niger, Institut national de la statistique, INS, 2009).

Ces indicateurs confirment l'appropriation de la téléphonie mobile par la population. En Afrique, selon les données de l'Union internationale des télécommunications, « de 4,2 appareils pour 100 habitants en 2002, on est passé à 27,5 en 2007, à 32 en 2008 et à 40 en 2012 ». En revanche, dans l'ensemble des quartiers évoqués ci-dessus, moins de 1 % possède un téléphone fixe (tabl. 2). Pourtant, ce dernier a été introduit au Niger bien avant son cadet mobile. Chéneau-Loquay (2012) souligne que « le nombre de téléphones mobiles dépasse celui du fixe dans tous les pays depuis 2005 » et que « la couverture des territoires atteint désormais 80 à 90 % dans les zones urbaines d'une majorité de pays et autour de 40 % en moyenne en zones rurales ».

2. Il s'agit des quartiers précaires de Niamey étudiés dans le cadre de l'enquête sur l'accès à l'eau potable.

Nombre de ménages du quartier disposant d'un téléphone fixe	Oui	Non	Total
Gandatché	2	84	86
Koira Téguui	1	154	155
Pays-Bas	7	89	96
Semis d'habitat	0	85	85
Zarmagandey	1	54	55
Total	11	466	477

Source : Enquêtes réalisées par Abdou Bontianti, 2010

Tableau 2 - Nombre de ménages des quartiers précaires possédant un fixe à la maison

En croisant la possession de téléphone portable avec le niveau d'instruction du chef de ménage, nous avons obtenu un indicateur de l'adoption du téléphone par les Niaméens. En effet, le téléphone est possédé par toutes les catégories de citoyens, même par ceux qui n'ont pas été à l'école formelle : les non scolarisés et ceux qui ont fréquenté l'école coranique. Ces deux catégories concentrent 62 % de ceux qui affirment posséder un téléphone (tabl. 3).

Ce pourcentage ne signifie nullement que les non scolarisés possèdent plus de téléphones que les scolarisés : la forte proportion s'explique simplement par le fait que notre enquête concerne des quartiers précaires, donc forcément avec une forte représentation des non scolarisés dans l'échantillon.

Pour preuve, 90 % de ceux qui affirment ne pas posséder de téléphone se retrouvent dans la catégorie des non scolarisés et de ceux qui ont été à l'école coranique. D'ailleurs, le tableau 3 indique que tous ceux qui ont le niveau secondaire (lycée) et universitaire disposent de téléphones mobiles.

Nombre de ménages possédant un portable	Oui	Non	Total	Taux de possession par catégorie de ménage (%)
Non scolarisé	176	120	296	59,46
Enseignement coranique	30	14	44	68,18
Alphabétisation	2	2	4	50,00
Primaire	48	6	54	88,89
Secondaire premier cycle	35	6	41	85,37
Secondaire second cycle	19	0	19	100,00
Universitaire	19	0	19	100,00
Total	329	148	477	68,97

Source : Enquêtes réalisées en 2010 par Abdou Bontianti

Tableau 3 : Niveau d'instruction du chef de ménage et possession de téléphone portable

Cela confirme les conclusions d'une étude réalisée en 2007 au Burkina Faso, qui révèlent que : « L'amélioration du niveau d'éducation de l'individu augmente ses chances d'adopter la téléphonie mobile ». Ces résultats suggèrent que « la promotion des TIC au Burkina devra être couplée avec des politiques de soutien à l'éducation » (Zahonogo, 2010). L'intérêt de telles politiques se trouve dans l'amélioration de l'efficacité du rôle de régulateur de la téléphonie mobile.

II - La téléphonie mobile : instrument de régulation économique et sociale

La téléphonie mobile a entraîné la réduction des inégalités d'accès à la communication permettant ainsi de réguler les échanges sur des espaces économiques plus ou moins importants. Dans le domaine social, elle a permis renforcer voire de mettre en place des réseaux sociaux.

1 - Téléphonie mobile et régulation de l'activité économique

Ce rôle de régulation de l'activité économique est perceptible à travers l'exemple des éboueurs et des ramasseurs d'ordures ménagères pratiquant le « porte en porte » comme des revendeurs d'eau localement appelés *ga roua* qui inscrivent leurs numéros de téléphone sur une partie visible de leurs charrettes en guise de stratégie de marketing (photo 1).

Photo Abdou Bontianti, février 2012

Photo 1 - Le téléphone dans le business des collecteurs d'ordures, village urbain de Gamkallé-Niamey

Ainsi, il suffit de les appeler pour conclure avec eux un contrat d'évacuation des déchets ou d'approvisionnement en eau.

Depuis 2014, les formules *Orange Money* et *Airtel money* permettent de payer, à partir de son téléphone portable, sa facture d'eau et d'électricité grâce à un compte créé chez son opérateur. L'opération évite les longues attentes au guichet et améliore la qualité du recouvrement des factures et des relations entre les usagers et les régies des services d'eau et d'électricité.

Depuis quelques années, les consommateurs de gaz peuvent également payer leurs bouteilles de gaz et leur carburant à la station-service de la même manière. Des études sont en cours avec les vendeurs de fruits pour permettre aux consommateurs d'acheter leurs fruits à partir de la même formule.

Sur le plan macro-économique, les stratégies de marketing développées par les opérateurs de téléphonie mobiles contribuent à réduire la circulation de billets de banques, ce qui entraîne une sécurisation des consommateurs contre les petits délinquants. Le même rôle de régulation s'étend aux relations sociales.

2 - Téléphonie et régulation des relations sociales

Dans le domaine de la préservation de la sécurité en milieu urbain, principalement à Niamey, le rôle de la téléphonie mobile est très important. En effet, à Niamey les motocyclistes et chauffeurs respectent peu le code de la route ce qui explique le nombre des accidents.

Par le passé, les citoyens ne pouvaient pas appeler les pompiers faute de téléphone. Depuis l'apparition de la téléphonie mobile, en cas d'accident, d'incendie ou d'inondation, les habitants appellent immédiatement les pompiers.

Sur tout un autre plan, il faut souligner que les tarifs préférentiels proposés par les opérateurs de téléphonie mobile occasionnent la création de réseaux sociaux de jeunes : étudiants et lycéens principalement.

Chéneau Loquay (2012), citant De Bruijn *et al.*, voit dans la constitution de groupes de personnes qui s'associent pour obtenir un appareil et/ou de meilleurs tarifs, l'apparition « d'une offre des opérateurs adaptée aux «arts de faire» des usagers ». Un recoupement des statistiques de l'Autorité de régulation multisectorielle (ARM), et de l'Agence de régulation des télécommunications et de la poste (ARTP) donne une idée de l'adoption de la téléphonie mobile à Niamey (graph. 1 et 2).

Source : Agence de régulation des télécommunications et de la poste
<http://www.armniger.org/images/stories/telecom/textes/marchetelecom.pdf>

Graphique 1 - Évolution des effectifs des abonnés des quatre principaux opérateurs³ présents à Niamey (2002-2014)

Source : Agence de régulation des télécommunications et postes
<http://www.armniger.org/images/stories/telecom/textes/marchetelecom.pdf>

Graphique 2 - Taux de pénétration de la téléphonie mobile à Niamey (2002-2012)

Tous ces opérateurs organisent des forums : *tchatch* sur Orange School pour les élèves. Ceux-ci peuvent échanger sans se connaître, sans se déplacer et donc en maîtrisant d'une certaine manière la distance et l'espace. Au-delà de ces offres pour les jeunes, *A raba* (Partageons), *Nakou né* (C'est pour vous), etc., sont d'autres formules promotionnelles proposées par ces opérateurs dans un climat de rude compétition pour attirer des groupes d'adhérents de tous âges et de toutes catégories.

3. SONITEL offre ses services essentiellement au moyen du fixe. Aujourd'hui, cet opérateur public a du mal à résister à la concurrence des opérateurs privés.

Nous convenons avec Chéneau-Loquay (2012) que « le contexte local formate l'usage du téléphone avec toutes sortes de stratagèmes mis en place pour minimiser le coût des communications, biper quelqu'un, se regrouper... »

Ces formules favorisent l'émergence de nouveaux réseaux sociaux : désormais, un simple coup de fil suffit à joindre des copains (qu'on ne connaît souvent pas visuellement). Nul besoin d'aller dans les *fada*⁴ pour se faire des amis.

La formule *Orange School* est conçue uniquement pour les scolaires (*school-school* facturé 1 F CFA la seconde, *school-non school*, 1,50 F CFA la seconde). Le SMS (*Short Message Service*) est facturé 1 F CFA quel que soit le réseau de destination (Orange vers tout réseau). Les étudiants utilisent les SMS pour diffuser les messages de manifestations, d'annulation ou de rattrapage de cours.

La formule *Fada extra*-proposée par Airtel, donne la possibilité d'appeler pour 1 F CFA vers tous les réseaux de midi à 15 heures. Ensuite, de 23 h à 6 h, les appels d'Airtel Niger vers Airtel Niger sont facturés à 0,53 F la seconde.

Ces opérateurs invitent beaucoup d'établissements scolaires à participer, dans un esprit de compétition, à des jeux de divertissement tels que l'interprétation de chansons et l'organisation d'activités récréatives et sportives (matchs de football). Par exemple, lors du concours de 2013, Airtel Niger a proposé le titre d'une chanson américaine *One 8 (One eight)* qui met en compétition deux écoles. Avant le jeu, les élèves s'appellent ou s'envoient des SMS pour exhorter les uns et les autres à venir soutenir les candidats représentant leur école.

Airtel a aussi proposé la formule X30 qui consiste à recharger son téléphone avec 500 F CFA (0,76 €) de crédits et profiter de 30 minutes de communication gratuite, 30 SMS et 30 mégaoctets de communication Internet. Avec la tarification normale, les 500 F CFA de crédits permettent de communiquer cinq minutes d'Airtel vers Airtel. Ces offres promotionnelles permettent aux couches sociales vulnérables des quartiers précaires et périphériques d'accéder au téléphone. Dans les quartiers périphériques témoins de la progression du front d'urbanisation, le rôle de la téléphonie mobile est encore plus marqué du fait de l'existence d'un marché foncier dynamique.

4. Terme emprunté dans les années 1980 à la chefferie coutumière par les jeunes. Il signifie la cour (du roi). Ils l'ont adopté à leur point de rencontre quotidien où ils parlent de leur vie autour de la théière. Ce phénomène persiste encore de nos jours.

3 - La téléphonie mobile comme régulateur des rapports fonciers urbains

À Niamey, le domaine du foncier urbain est celui qui a connu la forte pénétration du téléphone. À la périphérie de la ville, les démarcheurs fonciers ont tous au moins un opérateur : ils sont très sollicités par les demandeurs de parcelles. L'essentiel des démarches se fait par téléphone. On ne peut imaginer un démarcheur sans téléphone. Le téléphone est pour lui un instrument de travail au même titre que le GPS, le théodolite et décamètre pour le géomètre chargé des lotissements.

Évidemment, le démarcheur profite de la forte demande de parcelles pour spéculer. En cours d'opération, il lui arrive de vendre la même parcelle à plusieurs personnes. Cette pratique est très courante en zone non lotie où les parcelles sont dépourvues d'acte de cession. Pour éviter d'être victimes, beaucoup d'acquéreurs plantent des plaques aux angles de la parcelle. Sur les plaques sont inscrits le nom et le numéro de téléphone ou simplement le numéro de téléphone de l'acquéreur (photo 2). En inscrivant son numéro de téléphone, le propriétaire espère dissuader les démarcheurs indéclicats. De plus, la présence du numéro de téléphone offre la possibilité à un nouveau demandeur d'appeler le propriétaire du numéro de téléphone (de la parcelle aussi) afin de vérifier si c'est bien lui qui autorise le démarcheur à vendre la parcelle.

L'inscription du numéro de téléphone sur la plaque facilite le contrôle foncier et la régulation des tensions et conflits fonciers.

Photo : Bontianti, 2012

Photo 2 - Numéro de téléphone inscrit sur une plaque placée devant une des quatre bornes d'une parcelle au quartier OLANI

III - Espaces marqués et territoires intégrés grâce à la téléphonie mobile

La téléphonie mobile a joué un rôle dans la régulation des espaces économiques et des relations sociales. Il s'agit maintenant de montrer la dimension territoriale de l'usage de la téléphonie mobile.

1 - Les empreintes territoriales de la téléphonie mobile

La téléphonie mobile a permis de créer de nombreux petits emplois visibles autour des marchés, dans les rues et ruelles des différents quartiers de Niamey. En effet, les points de vente de cartes de recharge se sont multipliés dans la ville et constellent aujourd'hui le paysage. De nombreux jeunes autodidactes se sont lancés dans la vente, le dépannage et la réparation de téléphones se créant ainsi des emplois parfois très rémunérateurs (photos 3 et 4).

L'entretien rapporte au réparateur entre 2 000 et 5 000 F CFA (voire plus) par appareil dépanné. Malgré sa popularité, le marché de la téléphonie mobile ne montre pas de signe de saturation et les importations en provenance de Dubaï, de Chine ou d'Algérie restent stables.

Photo : Bontianti, 2016

Photo 3 - Réparateur de téléphone mobile

Grâce au développement de la filière, certaines rues de Niamey ont acquis une véritable identité commerciale qui s'exprime par la présence de ces petits opérateurs qui marquent le paysage de petits kiosques implantés sur le côté des rues. À ce sujet, Chéneau-Loquay (2012), citant Certeau (1980), souligne que ces petits opérateurs emploient des ruses, du bricolage et des détournements, pour s'inventer une manière personnelle de cheminer dans les univers construits par les industriels et de s'approprier les technologies (photos 3 et 4). Ils sont insérés ainsi dans le circuit de l'économie locale dont

Photo : Bontianti, 2016

Photo 4 - Vendeurs de cartes de recharge

ils participent inexorablement au développement en payant les taxes à la mairie et en s'acquittant des factures d'électricité.

Au Grand Marché de Niamey où se trouvent des vendeurs de téléphones portables, plusieurs commerçants ont déclaré avoir abandonné leurs activités initiales pour se lancer dans la vente de téléphones mobiles plus rentable. La vente se fait par le canal de plusieurs types de vendeurs.

La carte 1 montre les emplacements des sièges des quatre opérateurs, leurs agences principales et certains points de vente de l'opérateur Airtel, localisés dans le centre-ville et le long des grandes voies de circulation comme le boulevard Mali Béro, la route de l'aéroport (la Nationale 1) en zone industrielle. Ces deux catégories d'acteurs offrent les mêmes produits. Les points de vente sont quant à eux, disséminés partout dans toute la ville, le long des rues, des ruelles, autour des places publiques, etc.

Certains points de ventes sont officiellement installés par les opérateurs (le cas de ceux qui figurent sur la carte) mais l'écrasante majorité est implantée par des particuliers. Cette dernière catégorie est tellement nombreuse que les opérateurs n'en maîtrisent pas les emplacements et toute idée de les représenter exhaustivement sur une carte serait illusoire.

C'est dire que les points représentés sur la carte sont tous installés officiellement par Airtel Niger qui, contrairement aux autres opérateurs, a bien voulu mettre à notre disposition les données. Cependant, même pour cet opérateur, nous n'avons pu localiser qu'une partie des points de vente.

En dépit de cette lacune, l'observation de la carte 1 montre la manière dont la téléphonie mobile a pénétré les territoires, modifiés le paysage urbain et guidé les logiques de leur occupation : installation de points de vente le long des boulevards, autour des marchés et des zones commerciales, industrielles, administratives et résidentielles.

Carte 1 - Points de vente de cartes de recharge dans la ville de Niamey

2 - La téléphonie mobile : de l'intégration des territoires à la réduction des inégalités spatiales

Le modèle de développement spatial de Niamey est l'étalement urbain qui engendre des problèmes de mobilité entre les zones périphériques et le centre-ville. Niamey s'étend sur 30 km d'est en ouest et sur 24 km du nord au sud. C'est une ville où l'insuffisance des transports en commun rend difficile la mobilité des citoyens. Parfois d'une extrémité de la ville au centre-ville, il faut deux à trois courses à raison de 200 F CFA la course, ce qui n'est pas évident pour les ménages pauvres dont une bonne partie est reléguée à la périphérie par le jeu de la spéculation foncière et immobilière. Cet état de précarité réduit leur aire de mobilité.

Ainsi, en raison de cet étalement, les occasions de rencontre entre parents ou amis sont-elles de plus en plus mises à rude épreuve : il est difficile de leur rendre visite à l'extrémité de la ville.

L'adoption de la téléphonie par des populations vulnérables apporte donc une solution aux contraintes imposées par l'étalement urbain (carte 2). Ainsi, grâce au téléphone mobile, les habitants s'informent à moindres frais des dates des événements sociétaux comme les baptêmes, naissances et mariages sans se déplacer. L'introduction du téléphone mobile a tout simplement permis, une « relative «égalitarisation» de l'espace de la communication à distance » (Chéneau-Loquay, 2010) et cette égalitarisation se traduit « paradoxalement par une création d'usages à moindre coût dans les zones urbaines ou périurbaines

pauvres, sous-équipées en lignes fixes ou même qui en sont dépourvues, ainsi qu'en milieu rural ».

Carte 2 - L'étalement urbain au Niger, conséquence d'une urbanisation mal maîtrisée

Nous en déduisons que le téléphone a réussi là où l'aménageur a failli : intégrer les territoires de la ville.

Au-delà de cet avantage identifié au niveau de la ville, c'est-à-dire à l'échelle locale, le téléphone mobile a transformé l'intégration spatiale à l'échelle régionale, nationale ou continentale en facilitant les pratiques des petits entrepreneurs ruraux : pêcheurs, agriculteurs, éleveurs transhumants.

Ainsi, les pêcheurs de la vallée du fleuve Niger, se déplacent entre le Mali et l'embouchure du fleuve Niger (Nigeria) à la recherche de zones frayères. Ces déplacements créent entre pêcheurs de différentes nationalités des relations de travail. Ils se téléphonent régulièrement pour s'informer des zones poissonneuses. Le même constat a été fait par Huet *et al.* (2010) en Inde, où « plus de 80 % des mareyeurs, des poissonniers et des transporteurs interrogés reconnaissent que le mobile a diminué la volatilité et la dispersion des prix entre les marchés ».

À l'image des pêcheurs, les transhumants utilisent également le téléphone mobile pour échanger des informations sur les zones d'abondance de fourrage. C'est sans doute leur familiarité avec cet instrument qui explique que beaucoup de Peuls Bororo et de Touaregs se sont spécialisés dans la vente de téléphones mobiles. Ils se trouvent au niveau des principaux carrefours de la ville de Niamey et dans la zone du Petit Marché.

Par ailleurs, en choisissant le dromadaire pour ses campagnes de promotion (photo 5), l'opérateur Orange Niger, filiale de France Télécom Orange, veut sans doute toucher les habitants des zones rurales, particulièrement les nomades.

Photo : Bontianti, 5 septembre 2013

**Photo 5 - Chamelier et dromadaire habillés aux couleurs d'Orange Niger
(jour de publicité)**

À la même échelle régionale, le téléphone mobile permet aux parents restés au village d'informer régulièrement les proches venus en ville, de leur situation et des événements heureux ou malheureux qui surviennent dans leur famille, comme l'épuisement du stock vivrier ou le mariage d'une cousine.

C'est ainsi qu'en 2012, le téléphone a joué un rôle particulier lors des inondations : les victimes ont pu appeler au secours. Inversement, les urbains ont appelé leurs parents en zones inondables ou même au village pour s'enquérir de l'ampleur des dégâts afin de préparer l'aide. Une extraordinaire chaîne de solidarité s'est ainsi mise en place. Ces mêmes pratiques solidaires s'observent pendant les périodes de sécheresse, de soudure ou de labour et la chaîne de solidarité s'étend jusqu'en Afrique côtière et en Occident où migrent les membres des familles qui ont le devoir de venir en aide à ceux restés au village. En effet, ces migrants envoient régulièrement de l'argent par des canaux comme *Western Union*. Une fois l'argent déposé, ils appellent un

parent pour lui communiquer les références de l'envoi qui lui permettent de toucher l'argent.

Après l'exemple des pêcheurs et des éleveurs, celui des agriculteurs (maraîchers, riziculteurs, etc.) mérite d'être mentionné. En effet, les agriculteurs, surtout ceux des villes utilisent beaucoup le téléphone pour lancer des commandes d'intrants, maintenant ainsi les relations entre villes et campagnes. Avant, il fallait forcément effectuer les déplacements dans les zones urbaines éloignées des centres de production. Aujourd'hui, un simple appel suffit pour lancer les commandes.

Par exemple, à Tessaoua (région de Maradi), en septembre 2009, à l'occasion d'une enquête menée auprès des maraîchers, nous avons constaté que les clients peuvent lancer leurs commandes à partir de leurs lieux de résidence grâce à un simple coup de téléphone. Dès que les clients s'habituent aux producteurs, une relation de confiance mutuelle s'installe entre eux : ils ne sont plus obligés de se déplacer pour les opérations d'achat. Au téléphone, il leur faut juste spécifier les quantités de produits dont ils ont besoin et les producteurs leur envoient les commandes à travers les véhicules des transports en commun. Au retour, l'argent est confié au transporteur qui le ramène au producteur (Bontianti, 2009). Huet *et al.*, (2010) confirment que la téléphonie mobile a élargi l'aire de chalandise des céréaliers du Niger. Il précise que son « effet est d'autant plus fort que les marchés sont distants ou peu reliés par des infrastructures de transport ».

L'ensemble de ces exemples montre que la téléphonie mobile joue un rôle de régulation des activités économiques et sociales. Elle joue aussi un rôle d'intégrateur des territoires et diminue les inégalités spatiales.

Conclusion

La pénétration de la téléphonie mobile dans la société et l'espace nigérien se traduit par l'omniprésence des points de vente conçus aux couleurs des opérateurs et des antennes qui se projettent dans le ciel. Ces points de ventes et ces antennes sont visibles dans le paysage urbain le long des axes de circulation, autour des marchés et des équipements publics, etc.

Les processus s'imbriquent dans la fabrique urbaine en intégrant des territoires auparavant désintégrés par l'inefficacité des politiques d'aménagement urbain et d'aménagement du territoire.

Ainsi, à l'échelle locale, les appels téléphoniques facilitent l'intégration des centres et des périphéries permettant de vaincre les contraintes de distance

imposées par l'étalement urbain ou l'enclavement rural. En effet, la même fonction intégratrice s'observe à l'échelle régionale. Elle se traduit par la régulation de l'économie et des rapports sociaux. En effet, la téléphonie réduit l'asymétrie de l'information sur les marchés, contribuant ainsi à une forme de démocratie dans l'accès à l'information quelle que soit la zone géographique considérée.

Grâce aux capacités d'adaptation des opérateurs à la demande locale, le modèle néolibéral a pu se mettre en œuvre à l'échelle mondiale tout en s'adaptant à une économie locale hybride puisque relevant tantôt du formel tantôt de l'informel. Ils ont su changer de modèle économique pour répondre aux besoins d'une population pauvre qui cherche à minimiser ses dépenses.

Bibliographie

Agaïssa A., 2008 - *Impacts socio-économiques de la téléphonie mobile au Niger : cas de la communauté urbaine de Niamey*, mémoire de maîtrise. Niamey : Université Abdou Moumouni de Niamey, 120 p. + annexes.

Bontianti A., 2012 - La mobilité des pêcheurs du territoire de la ville de Niamey : les enjeux d'un nomadisme fluvial, *Mu kara sani* (revue de l'Institut de recherche en sciences humaines, Université Abdou Moumouni de Niamey), vol. 16, juillet 2012, ISSN 1859-5081, p. 236-259.

—, 2009 - Étude socio-économique autour des mares de Tessaoua (Niger), Rapport d'expertise. Niamey : ONG Réseau d'appui aux initiatives locales (RAIL), 82 p.

Bontianti A. et Hamani A., 2009 - Le transport dans la mise en valeur du Sahara : arguments historiques et perspectives de coopération Sud-Sud. In : Actes du colloque annuel de l'AIMS, *Carrefour Saharien, vue du Nord*, 6-9 juin 2009, Tanger (Maroc), 14 p.

Chéneau-Loquay A. - 2010, Modes d'appropriation innovants du téléphone mobile en Afrique. Paris : UIT, MAE, 40 p.

—, 2012, La téléphonie mobile dans les villes africaines. Une adaptation réussie au contexte local, *L'Espace géographique*, 2012/1, p. 82-93.

Huet J.-M. et al., 2010 - La téléphonie mobile facteur de développement ?, *L'express-Roularta*, 2010/2, n° 137, p. 118-127.

Le Cœur M., 1985 - *Les oasis du Kavar, une route, un pays*, T. I : *Le passé précolonial*, Niamey : Institut de recherche en sciences humaines (IRSH), 105 p., (« Études nigériennes », n° 54).

Motcho Kokou H., 2004 - Croissance urbaine et insécurité dans la ville de Niamey. *Géographica Helvetica*, vol. 59, p. 199-207.

Niger, Institut national de la statistique (INS), 2009 - *Enquête nationale sur le budget et la consommation des ménages au Niger (ENBCIII) 2007/2008*,

Rapport sur les indicateurs sociaux. Niamey : Institut national de la statistique (INS), 129 p.

Pourtier R., 2003 - *Afrique noire*. Paris : Hachette, 256 p.

Zahonogo P., 2011 - Les déterminants de l'adoption de la téléphonie mobile au Burkina Faso, *Monde en développement*, vol. 153 n° 1, *Varia*, p. 121-132.

Résumé

Depuis la fin des années 1990, les Nigériens de toutes les catégories socioprofessionnelles se sont approprié la téléphonie mobile. Plusieurs enquêtes réalisées auprès des opérateurs de la téléphonie mobile, des couches socioprofessionnelles (clientèle) et de l'Agence de régulation multisectorielle (ARM) devenue aujourd'hui Agence de régulation des télécommunications et de la poste (ARTP), ont permis de montrer que le réseau cellulaire a réussi à intégrer différentes échelles territoriales au Niger. À l'échelle de la ville, les quartiers périphériques longtemps marginalisés par les politiques publiques, ont été intégrés au centre-ville. Partout, les points de vente et les antennes ont marqué le paysage urbain. Au-delà du local, le modèle économique néolibéral importé de l'Occident s'est bien adapté aux réalités d'une économie régionale dominée par l'informel mais plus ou moins contrôlée et régulée par les innovations technologiques sans cesse renouvelées dans le domaine de la téléphonie mobile.

Mots-clés : téléphonie mobile, appropriation, Niger, réseau urbain, économie informelle, société, territoires, régulation

Abstract

Mobile phone in Niger: territorial footprints and economic and social regulation

Summary: *Since the late 1990s, Nigerians of all socio-professional categories appropriated mobile telephony. Several surveys of mobile telephony operators, social and professional groups (customers) and the Multisectoral Regulatory Agency (ARM), now become Telecommunications Regulatory Agency and Post (ARTP), have shown that the cell network has successfully integrated different territorial levels in Niger. At the city level, long marginalized outlying areas by public policies were integrated into the city center. Everywhere, points of sale and antennas have marked the urban landscape. Beyond the room, the neoliberal economic model imported from the West, has adapted to the realities of a regional economy dominated by the informal but more or less controlled and regulated by constantly renewed technological innovations in the field of mobile telephony.*

Keywords: *mobile phone, appropriation, Niger, urban network, informal economy, society, territories, regulation*